

Notre modèle social en question et le retour du chantage en économie

AMID FALJAOUI

Alors que l'Europe affiche une croissance moindre que les Etats-Unis et l'Asie, que notre taux de chômage est sensiblement plus élevé que celui des américains et que l'arrivée des baby-boomers à l'âge de la pension va poser des problèmes de financement, des voix s'élèvent pour remettre en cause notre modèle social. Le tout sur fond d'un changement de rapports de force entre salariés et entreprises. Tour d'horizon.

Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt : notre modèle de protection sociale est en danger. Avec une croissance économique qui n'arrive pas à dépasser les 2 %, un taux de chômage qui avoisine les 10 %, le financement de notre modèle social pose problème. De passage à Bruxelles, l'économiste français Alain Minc a rappelé aux Belges (mais la démonstration vaut aussi pour la France, l'Allemagne ou l'Italie), que retarder l'âge de la prépension est absolument inévitable. « Arrêtons les

histoires de « compréhension pour les revendications des travailleurs ». Les travailleurs les moins protégés ou les moins riches ont le plus besoin de recevoir un jour leur retraite. Les retraites des « baby-boomers » devront être financées par les classes creuses des années 70. Il n'y a pas beaucoup de solutions : ou bien vous réduisez les pensions ; ou bien vous reculez l'âge de la retraite ; ou bien vous augmentez les cotisations. Réduire les pensions ? Là, vous portez vraiment atteinte à la situation des gens. Augmenter les cotisations ? C'est difficile dans un univers où la Vieille Europe continentale a des problèmes de compétitivité avec le reste du monde. Donc, on est obligé de reculer l'âge de la pension. » Fin de citation.

LA FIN DU STATU QUO

Ce que dit Alain Minc est finalement simple : la Belgique ne peut plus se permettre de ne pas décider. Le Pacte de solidarité entre les générations va

d'ailleurs dans ce sens. Mais au-delà de ce pacte, ce qu'il faut comprendre, c'est que notre modèle social doit être changé. La question est donc : comment le changer pour le rendre plus compétitif, mais tout en assurant notre protection sociale ? Le professeur André Sapir de l'ULB a identifié 4 modèles actuels en Europe. Le modèle nordique (Norvège, Finlande, Suède) qui a beaucoup de succès. Son avantage ? Il est équitable (peu d'exclus) et efficace sur le plan économique (croissance forte et chômage faible). Le deuxième modèle, c'est le modèle méditerranéen (Italie, par exemple) : il est inefficace et inéquitable. Reste le troisième modèle, aussi souvent cité, c'est celui de la Grande-Bretagne (modèle anglo-saxon) : il est très efficace (croissance plus forte que sur le continent) mais inéquitable (beaucoup d'exclus). Et puis reste encore le 4e modèle, le modèle continental (Belgique, France, Allemagne) : il est équitable mais peu efficace. Aujourd'hui, les politiques belges sont donc

confrontés à ce choix. Quel modèle vont-ils choisir ? Pour l'heure, la seule chose dont on soit certain, c'est que le modèle anglo-saxon ne sera pas choisi. Pourquoi ? Parce qu'il est connoté négativement par l'aile gauche du gouvernement. Et puis aussi, parce que les inégalités que ce modèle engendre ne seraient pas acceptables par la population belge. Reste alors le modèle nordique : il est efficace et équitable. Mais là encore, ce modèle a un coût : les impôts dans les pays scandinaves sont très élevés ! Or, en Belgique, la pression fiscale est déjà à un sommet. Alors, que faire ? Pour l'heure, le débat fait encore rage, mais il est clair que la Belgique va se diriger vers une troisième voie. Il semble probable qu'on essaiera d'inclure de plus en plus le capital (y compris les revenus qu'il génère) dans l'assiette imposable, histoire de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, mais sans augmenter la pression sur les revenus du travail. La mise en place d'un cadastre des fortunes qui ne dit pas son nom est dans la droite ligne de cette politique.

PRESSION À LA BAISSÉ

En attendant ce choix de société qui tarde à venir, l'économie n'attend pas pour agir. C'est ainsi qu'un redoutable mécanisme est en train de se mettre en place. Et cela à l'insu des salariés. Pourquoi ? Parce qu'à partir du moment où l'on trouve tout ou presque tout, et moins cher, de l'autre côté de la planète : les salariés des pays riches deviennent en quelque sorte les otages de leur propre peur. A savoir, la peur d'une

délocalisation. En effet, comme on sait qu'ils redoutent de perdre leur emploi, la pression est de plus en plus forte pour qu'ils acceptent des sacrifices. Le dernier exemple de cette pression vient de France avec l'affaire HP, la direction de Hewlett Packard a proposé quoi in fine ? Tout simplement, de licencier 250 personnes en moins par rapport au plan social de 1240 personnes. Et cela en échange de douze jours de travail supplémentaires. Bref, HP est d'accord pour diminuer le nombre de personnes licenciées, mais en revanche il faudra oublier le régime des 35 heures ! L'exemple de HP, bien que très récent, n'est pas le premier du genre. En Allemagne, par exemple, Siemens a donné le ton en demandant aux 4500 salariés de ses usines de téléphone de la région de la Westphalie du Nord de revenir purement et simplement aux 40 heures – au lieu des 35 –, et tout cela sous la menace d'une délocalisation en Hongrie.

RETENEZ-MOI, SINON...

Le constructeur Daimler Chrysler a également utilisé la même méthode, celle du chantage à la délocalisation..., mais de manière plus subtile. En mai 2005, la direction a laissé filtrer sa dernière idée : produire des voitures en Chine, non pas pour le marché chinois, comme c'est encore le cas aujourd'hui, mais pour les exporter vers les Etats-Unis et le Canada. Evidemment, les réactions n'ont pas tardé à venir, et la direction a aussitôt répondu qu'il ne s'agissait que d'une idée. Et encore pour le très long terme. En fait, la vérité est bien entendu tout autre : en

laissant filtrer ce message, la direction de Daimler Chrysler a voulu indiquer aux syndicats américains qu'ils devaient être plus souples pour les futures négociations.

Bref, comme le faisait remarquer l'économiste français Patrick Artus, toute cette peur liée à une éventuelle délocalisation a un effet très clair, elle provoque la baisse du pouvoir d'achat des salariés. Pour quelle raison ? Parce que, même dans les secteurs où les emplois ne peuvent pas être délocalisés, on assiste à un écrasement de l'échelle des salaires.

Prenons un exemple : imaginons que Mme Vandendorpe est caissière dans un grand magasin de distribution. Il est clair que son boulot ne peut pas être délocalisé en Turquie ou en Chine. D'accord, sauf que, comme notre taux de chômage est très élevé, Mme Vandendorpe sait aussi que la plupart des personnes en quête d'un job peuvent la remplacer du jour au lendemain. C'est d'autant plus vrai que, faute de trouver un emploi, beaucoup de personnes acceptent même d'être déclassées. Et voilà pourquoi le principal frein à l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés..., c'est notre taux de chômage !

CHANTAGE À LA MODE BELGE

On vient de le voir, avec l'affaire HP, le chantage à la délocalisation est à la mode. Y compris chez nous. En Belgique, c'est la firme américaine Pfizer qui a renoncé à un investissement de 185 millions d'euros dans la région d'Anvers. Pourquoi ? Parce que le gouvernement a eu une attitude peu conciliante

envers le secteur pharmaceutique, a déclaré la firme Pfizer. La déclaration est évidemment tombée au pire moment, c'est-à-dire au moment où Guy Verhofstadt et Didier Reynders sont en Asie pour vanter nos atouts fiscaux. Et en l'occurrence les intérêts notionnels, un nouveau produit fiscal censé attirer des dizaines de sociétés étrangères en Belgique. A priori, le coup de menton de Pfizer peut se comprendre. De fait, la firme américaine – mais elle n'est pas la seule – ne supporte plus d'être taillable et corvéable à merci. Il est vrai que la taxe sur le chiffre d'affaires a quadruplé et avoisine aujourd'hui les 10 %. C'est vrai aussi que cette taxe sert aujourd'hui non pas à financer les soins de santé, mais au financement des pensions ! Face à un tel cynisme du gouvernement, le premier réflexe serait de donner raison à l'industrie pharmaceutique qui voudrait en quelque sorte inscrire la Belgique sur une liste noire.

La réalité est évidemment plus nuancée. D'abord, la taxe de 10 % qui frappe le chiffre d'affaires des firmes pharmaceutiques a été négociée avec le secteur. De plus, il a été convenu qu'elle serait réduite d'un pour cent chaque année. Et puis, ce que ne dit pas le secteur pharmaceutique, c'est qu'il a lui-même préféré un système de taxation de 10 % sur le chiffre d'affaires plutôt qu'une baisse négociée des prix. Pourquoi ? Parce que le secteur avait peur des réexportations de médicaments au départ de la Belgique. Et puis, comme le fait remarquer un spécialiste du secteur, il ne faut pas se leurrer :

l'exode des firmes pharmaceutiques n'est pas pour demain. Pour quelle raison ? Parce que les entreprises implantées chez nous ont trop de liens avec les hôpitaux universitaires et les facultés scientifiques du pays. Déménager leur coûterait donc trop cher. Et puis, cerise sur le gâteau : les médicaments génériques ne représentent que 10 % du marché en Belgique contre 50 % aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne. Il y a donc encore de la marge pour l'industrie pharmaceutique belge.

SMALL IS BEAUTIFUL

Entre une classe politique qui tarde à faire son choix d'un modèle social cohérent et des entreprises qui jouent à fond la carte de la mondialisation, il faut bien reconnaître qu'il y a des pays qui tirent leur épingle du jeu. C'est le cas des 5 pays nordiques (on l'a vu plus haut) qui, dans le dernier classement du World Economic Forum sur les pays les plus compétitifs au monde, arrivent à se placer dans les 10 premières places. Dans la dernière étude de Fidelity International, une société américaine spécialisée dans la gestion des fonds et SICAV, on remarque une nouvelle fois que les petits pays s'en tirent mieux que les autres. Dans le cas présent, l'étude classe les entreprises européennes en fonction de leur capitalisation boursière. Or là, c'est l'effarement si l'on compare les chiffres d'aujourd'hui avec ce même classement effectué 20 ans plus tôt, soit en 1985. A l'époque, on trouvait 7 entreprises allemandes dans le TOP 10,

parmi lesquelles Daimler Benz, Siemens, BASF ou Bayer. Dans le classement publié fin novembre 2005, on ne retrouve plus une seule entreprise allemande dans le TOP 10, la première entreprise allemande dans ce classement, c'est Siemens qui figure en onzième place... et tout juste !

En revanche, la Suisse fait un superbe score : ce petit pays qui ne fait pas même partie de l'Union européenne a donc réussi l'exploit d'aligner 4 entreprises parmi les 10 premières. En l'occurrence, il s'agit de Novartis, Nestlé bien entendu, mais aussi Roche et la banque UBS. Même l'Espagne qui était le parent pauvre de l'Union, il y a quelques années encore, a réussi à placer deux entreprises dans le TOP 10, à savoir l'opérateur télécoms Telefónica et la banque Santander.

LEÇONS POUR LE FUTUR

Alors, pourquoi évoquer ce classement ? Parce qu'il est porteur de deux leçons. La première, c'est que rien n'est immuable, les champions d'hier peuvent ne plus l'être le lendemain : c'est le cas, par exemple, de Daimler Benz qui, après fusion avec Chrysler, est passé de la 2e place en 1985 à la 21e place en 2005. La deuxième leçon, c'est qu'un petit pays comme la Suisse, bien géré et attractif pour les multinationales, peut tenir la dragée haute à un pays de 80 millions d'habitants comme l'Allemagne. Pourquoi la Belgique ne pourrait-elle pas s'en inspirer ? N'est-ce pas la démonstration que Big n'est pas toujours Beautiful ? ¶